

Revue de presse

L'Etat continue l'envoi de signaux et actes négatifs pour le financement des transports et du ferroviaire

Bulletin Fret n°70



UNSA, le Syndicalisme en positif !

Après la TVA Transport passée progressivement de 5 à 10 %,
Après l'abandon de l'écotaxe,
Après la suspension du Versement Transport Interstitiel au budget Etat 2015,
Après le relèvement de 9 à 11 salariés pour le Versement Transport dans les PME/PMI,
Après des dotations budgétaires 2015/2017 décentralisées et en forte baisse aux Régions administratives,

L'Etat continue l'envoi de signaux et actes négatifs pour le financement des transports et du ferroviaire en particulier :

Fret ferroviaire : le bras de fer qui embarrasse le gouvernement
LES ECHOS - LIONEL STEINMANN - LE 16/09/2015

Le gendarme du secteur refuse de valider le montant des péages pour le secteur en 2016. En cause, les subventions promises mais non versées par l'Etat depuis deux ans.

A quelques semaines de la conférence mondiale sur le climat Cop21 à Paris, voilà une affaire dont le gouvernement, qui se pose en bon élève sur l'environnement, se serait bien passé. L'Araf, le gendarme du secteur ferroviaire, refuse en effet depuis plusieurs mois de valider le montant des péages qui seront pratiqués en 2016 pour les trains de marchandises circulant sur le réseau, au motif que l'Etat ne tient pas ses engagements en matière de subventions.

Les pouvoirs publics répètent pourtant à intervalles réguliers leur attachement au fret ferroviaire. Le gouvernement s'est ainsi engagé depuis plusieurs années à subventionner le secteur, en prenant à sa charge une large part des péages que les opérateurs doivent verser à SNCF Réseau, le gestionnaire des infrastructures.

Sur les quelque 330 millions d'euros de péages sur le fret ferroviaire perçus chaque année par

UNSA – Union Régionale Lorraine
Gare de Metz - Porte F- 57000 METZ
☎ 03 87 62 67 64 ou 772 992
ur.lorraine@unsa-ferroviaire.org



UNSA - Union Régionale Lille
25, boulevard JB Lebas – 59000 LILLE
☎ 03 59 01 69 17 // 📠 03 20 53 29 92 ou 220 917
ur.lille@unsa-ferroviaire.org



SNCF Réseau, près de 200 millions sont - en théorie - versés par la puissance publique, selon un expert. En théorie seulement, car Bercy n'a pas hésité à raboter discrètement ce budget ces dernières années lorsqu'il s'est agi de faire des économies. En tant qu'établissement public contrôlé par l'Etat, SNCF Réseau supporte ce manque à gagner, qui vient gonfler son endettement, sans mot dire.

Mais l'Araf, l'autorité de régulation du secteur, a décidé de mettre les pieds dans le plat. En juin, elle a refusé de valider la grille des tarifs proposée par SNCF Réseau pour le fret ferroviaire en 2016. « L'Araf constate que l'écart entre la subvention annoncée et celle réellement versée par l'Etat se creuse depuis deux ans », expliquait à l'époque l'institution dans un communiqué. Un « montant non recouvré pour SNCF Réseau » évalué à 232 millions d'euros pour les années 2013 et 2014.

De ce fait, explique l'autorité, le péage acquitté par les trains de marchandises ne permet pas de couvrir le coût d'utilisation des infrastructures, comme le demandent les règles européennes. L'Araf a donc demandé à SNCF Réseau « un engagement dûment formalisé de l'Etat [...] sur le montant de la compensation effectivement versée ».

La tension monte

Le gouvernement, qui n'a pas souhaité répondre aux « Echos » sur ce dossier, n'a semble-t-il pas apprécié ce rappel à l'ordre sur ces pratiques budgétaires et n'a pas donné suite. La situation est depuis lors toujours bloquée et, à moins de trois mois de l'échéance, les opérateurs ne savent toujours pas quel sera le montant des péages en 2016. SNCF Réseau devrait, dans l'attente d'une issue, appliquer les tarifs de 2015.

Selon un proche du dossier, la tension est montée ces dernières semaines, sur fond d'échanges de courrier entre les deux camps. Mais l'Araf, qui est une jeune autorité de régulation (elle est née en 2009), tient à son indépendance - renforcée par la récente réforme ferroviaire - et n'entend pas, pour l'instant, lever sa réserve.

À noter

Une réunion des acteurs de la filière organisée le 29 septembre par le secrétaire d'Etat aux Transports, Alain Vidalies, pourrait être l'occasion de débloquer le dossier.

UNSA – Union Régionale Lorraine
Gare de Metz - Porte F- 57000 METZ
☎ 03 87 62 67 64 ou 772 992
ur.lorraine@unsa-ferroviaire.org



UNSA - Union Régionale Lille
25, boulevard JB Lebas – 59000 LILLE
☎ 03 59 01 69 17 // 📠 03 20 53 29 92 ou 220 917
ur.lille@unsa-ferroviaire.org



AFITF (au sujet de l'abandon écotaxe PL)

LA TRIBUNE – *Ivan BEST* – 16/09/2015

Pour boucler le budget 2016, le gouvernement a décidé de réduire de 400 millions d'euros le budget de l'Afitf, l'agence de financement des infrastructures de transport. Son président, Philippe Duron, tente d'éviter cette ponction

Ce n'est pas l'État, contrairement à ce qui a pu être dit, qui a payé et paiera les conséquences du fiasco de l'écotaxe poids lourds, mais l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf), qui a déjà réglé 535 millions d'euros à Ecomouv. Autant de sommes non disponibles pour financer les dépenses destinées à entretenir les routes, les voies de chemin de fer, à investir dans les projets ferroviaires...

Le député PS Philippe Duron, président de l'Afitf, estime cependant que la recette qui a remplacé jusqu'à maintenant les péages non payés par les camions, à savoir une surtaxe de 4 centimes supplémentaires par litre de gasoil, acquittée par les poids lourds, est satisfaisante. Une recette qui a toutes les chances d'être pérennisée. Tout pourrait se passer donc au mieux pour l'Afitf, qui aurait dû disposer en 2016 d'un total de 1,139 milliard d'euros de recettes liées aux taxes sur les carburants qui lui sont affectées (2 centimes de TICPE par litre, concernant principalement les véhicules légers, 4 centimes par litre s'agissant des poids lourds).

Tout aurait été pour le mieux, donc, si Bercy n'avait pas eu l'idée de récupérer la moitié de cette somme pour boucler le budget 2016, et financer notamment la baisse de l'impôt sur le revenu annoncée par le chef de l'État (2 milliards d'euros). Le gouvernement veut afficher à la fois des baisses d'impôt et une réduction du déficit public, à 3,3% du PIB en 2016. D'où l'intérêt de trouver des recettes ailleurs...

400 millions d'euros pour boucler le budget

Le ministère des Finances a donc gagné l'arbitrage gouvernemental en ce sens, obtenant que 400 millions d'euros soient prélevés sur les recettes de l'Afitf en 2016. Bercy estime justifié d'écrêter la recette liée aux taxes sur les carburants, arguant du fait que l'agence des infrastructures peut s'en passer.

Une analyse que conteste Philippe Duron, estimant que les besoins sont toujours plus importants: l'entretien des routes, notamment, est délaissé, les dépenses étant inférieures de moitié par rapport à ce qui serait nécessaire, soit 450 millions d'euros par an. Sans parler des projets avalisés politiquement, comme le tunnel ferroviaire Lyon-Turin, qu'il faudra bien financer...

UNSA – Union Régionale Lorraine
Gare de Metz - Porte F- 57000 METZ

☎ 03 87 62 67 64 ou 772 992

ur.lorraine@unsa-ferroviaire.org



UNSA - Union Régionale Lille

25, boulevard JB Lebas – 59000 LILLE

☎ 03 59 01 69 17 // ☎ 03 20 53 29 92 ou 220 917

ur.lille@unsa-ferroviaire.org

